

Denis SCUTO

Historiographie de l'immigration au Luxembourg

Rien n'est plus trompeur ou douteux que le titre d'un livre, d'une étude, d'un exposé. Le titre de cet article ne fait pas exception: Historiographie de l'immigration. Qu'est-ce que cela veut dire? A quoi faut-il s'attendre en lisant ce titre?

A la présentation d'un domaine de recherche bien délimité de l'historiographie luxembourgeoise? Non, puisque ce domaine bien délimité n'existe pas encore.

A la présentation d'un domaine d'études qui aurait réussi à se forger une dimension collective? Non, puisqu'au niveau institutionnel, nous n'en sommes qu'au début, avec la création en 1995 du Centre de Documentation des Migrations humaines de Dudelange sous l'impulsion d'Antoinette Reuter et de Marcel Lorenzini.¹ Il s'agit du seul centre d'études et de recherches qui se concentre sur le sujet des migrations. Le terme de migrations montre par ailleurs que ce Centre englobe l'immigration dans un ensemble plus vaste et emploie une terminologie scientifique plus actuelle. L'immigration est liée à l'émigration et les deux sont des migrations, représentent des mouvements où les notions d'arrivées, de départs, de séjours, d'entrées et de sorties sont à nuancer.²

Ce Centre tout comme les nombreuses expositions et publications, voire des chapitres de manuels scolaires traitant le sujet, montrent pourtant que l'immigration est devenue une dimension acceptée de la mémoire nationale. Il y a une ou plutôt des mémoires de l'immigration qui s'expriment depuis les années 1980 grâce aux liens qui se sont tissés entre historiens professionnels et amateurs de l'immigration, le monde associatif et les enseignants (monde auquel appartiennent la plupart du temps les historiens et historiennes) ou encore le monde culturel.

En outre, si elle ne représente pas encore un domaine de recherche bien délimité dans l'historiographie luxembourgeoise, l'immigration représente un objet distinct

¹ Centre de Documentation des Migrations humaines de Dudelange. URL: <http://www.cdmh.lu>.

² Hoerder, et al., «Terminologien und Konzepte in der Migrationsforschung».

qui est le résultat d'une évolution historique singulière, un objet défini de la façon suivante par Gérard Noiriel: «On peut parler d'immigration, au sens strict du terme, lorsque des individus se déplacent dans l'espace et franchissent une frontière. C'est cette double dimension qui explique l'importance centrale dans notre histoire contemporaine. Elle se situe en effet au croisement des deux révolutions qui ont fait basculer notre monde dans la modernité. La première, c'est bien sûr la Révolution française, qui inaugure l'âge des États-nations fondés sur le principe de la souveraineté du peuple et marqués par un clivage fondamental opposant le national à l'étranger. La seconde, c'est la révolution industrielle. Avec le progrès technique (la naissance du chemin de fer) et l'apparition des grandes usines, la mobilité des hommes s'accélère considérablement et prend un aspect beaucoup plus massif.»³

Nous avons même assisté au XX^e siècle à une réorganisation de la société selon le clivage national-étranger, à une nationalisation de nos sociétés dans les mentalités, nationalisation dont nous peinons à sortir alors que les sociétés européennes sont confrontées à des mutations profondes, alors que ces sociétés sont en train de se réorganiser en matière de droit selon le clivage citoyen de l'Union européenne et «extracommunautaire».

Ensuite, l'historien s'enracine dans un contexte politique autant que scientifique. Et dans ce contexte politique, la notion d'immigration est une hyperréalité au Luxembourg. Le Luxembourg s'est proclamé pays d'immigration bien avant les autres pays européens, au début des années 1970, lorsque ces derniers affichaient encore l'objectif de l'immigration zéro. L'immigration fait politiquement sens à un point tel que, depuis 2004, le Luxembourg dispose pour la première fois d'un ministre et d'un ministre délégué de l'immigration. Avec près de 40 pour cent d'immigrants résidents et près de 70 % d'étrangers au sein de la population active, cela se comprend.

Autre raison enfin d'aborder un bilan de l'histoire de l'immigration: les hommes et les femmes d'aujourd'hui s'appuient sur leurs expériences passées et notamment sur les concepts forgés au cours de ces expériences pour tenter de résoudre leurs problèmes actuels. Voilà pourquoi un bilan critique de l'historiographie sur l'immigration, et des concepts véhiculés à travers elle, peut s'avérer utile. Au sein de ce bilan, la genèse, la généalogie de certains concepts et les contextes dans lesquels ils ont été élaborés retiendront avant tout notre attention.

Ce bilan n'est pas un état des lieux, loin de là: si nous ne pouvons décerner un domaine institutionnalisé qui s'occupe de l'histoire de l'immigration, nous trouvons une multitude d'auteurs et autrices qui s'y sont aventurés et une multitude d'écrits qui ont traité de l'immigration comme sujet principal ou secondaire.⁴ Ce bilan sur l'historiographie de l'immigration se veut plutôt un aperçu en guise d'orientation, mêlant références à des études anciennes et récentes, réflexions sur les héritages, révisions de thèses héritées et pistes d'avenir pour des recherches futures.

³ Noiriel, «Histoire de l'immigration en France», 39.

⁴ Cf. Zahlen, «L'immigration au Luxembourg».

I.

Où situer les débuts de l'histoire de l'immigration? Où commencer le bilan? Par un constat à la fois catégorique et à nuancer.

Constat: Jusqu'au début des années 1970, l'histoire de l'immigration n'existait pas au Luxembourg. Bien que la contribution des immigrants à l'industrialisation du Luxembourg ait été très importante à partir de la fin du XIX^e siècle, aucun historien ne s'est vraiment intéressé à la question. Les historiens luxembourgeois s'intéressaient à l'émigration des Luxembourgeois vers l'étranger et non à l'immigration d'étrangers vers le Luxembourg.

Constat à nuancer: Lorsque nous y regardons de plus près, nous nous apercevons que des concepts fondamentaux sont mis en place dès les années 1930, qui soit nous guident, soit nous influencent malgré nous. Ces concepts, on les trouve dans trois manuels d'histoire nationale au même moment, à la fin des années 1930.

Dans sa *Geschichte Luxemburgs* de 1939, manuel utilisé dans les sections inférieures de l'enseignement secondaire dans l'après-guerre, Joseph Meyers écrit: «Nach wie vor wanderten zahlreiche Landbewohner in die Industrieorte des Südens und ließen sich dort nieder; auch die Einwanderung fremder Arbeiter dauerte an.»⁵ Meyers se contente d'une allusion à deux phénomènes liés à l'industrialisation: l'exode rural et l'immigration d'ouvriers étrangers. Deux lignes et demie, ce n'est rien. Et pourtant, un concept fondamental transparait: l'immigration est un phénomène économique, les immigrants, ce sont les ouvriers étrangers. En passant, Meyers signale un phénomène peu analysé jusqu'à aujourd'hui: les migrations internes au Luxembourg.

Un autre concept était apparu deux années plus tôt dans le *Manuel d'histoire nationale*, d'Arthur Herchen, plus précisément dans la quatrième édition datant de 1937, revue par Nicolas Margue, historien et ministre de l'Instruction publique, de l'Agriculture et des Cultes (parti de la droite) de 1937 à 1940.⁶ Alors que l'immigration n'était pas abordée dans les éditions de 1918, de 1929 et de 1934, Margue écrit en 1937:

«La *crise économique* qui, pendant une demi-douzaine d'années, depuis 1930, a fait souffrir toutes les classes de la société, a pu être atténuée grâce à la collaboration et à la bonne volonté de tous les facteurs compétents, grâce aussi à la possibilité d'évacuer un certain nombre d'étrangers dont la proportion, avant 1930, était vraiment devenue inquiétante. A un moment donné ils étaient plus d'un sixième de la population et constituaient dans leur composition hétérogène un réel danger pour le caractère luxembourgeois de notre peuple. Ainsi la crise a contribué à attirer l'attention sur le *problème ethnique*. La nécessité d'assurer l'existence de nos compatriotes tout comme quelques années auparavant, à la fin de la guerre, le besoin de défendre et de maintenir l'indépendance du pays, a réveillé et avivé le sentiment national. Par-delà les causes de conflits politiques et sociaux une base d'entente s'est formée entre les classes sociales et les partis politiques. *Letzeburg de Letzeburger!* Tel est le mot d'ordre de notre époque qui double et renforce

⁵ Meyers, *Geschichte Luxemburgs*. La citation se trouve à la page 151, dans le chapitre *Das Leben in den fünfzig letzten Jahren*. Le passage reste inchangé jusqu'en 1962, dernière édition.

⁶ Herchen, *Manuel d'histoire nationale*, 209.

celui des années antérieures: *Mir wëlle bleiwe wat mer sinn!*» Le même texte est reproduit dans les éditions de 1947 (p. 223-224), de 1952 (p. 227-228), de 1966 (p. 236-237), de 1969 (p. 236-237) et de 1972 (p. 236-237).

L'historiographie conservatrice que représente Nicolas Margue introduit dans un contexte historique particulier, celui de la deuxième moitié des années 1930, un concept partagé par une très grande partie de la classe politique de l'époque: celle de l'«Überfremdung». C'est vers 1935 que des concepts nés à l'extrême droite de l'échiquier politique – plus précisément autour de la *Letzeburger Nationalunion* de Lucien Koenig dans les années 1910 – sont intégrés dans le discours non seulement de la droite, mais aussi d'une partie des libéraux et des socialistes.

Des historiens comme Serge Hoffmann, dans ses articles sur l'immigration et la montée de la xénophobie avant la Seconde Guerre mondiale⁷, Lucien Blau, dans sa thèse sur l'histoire de l'extrême-droite⁸, ou Marc Gloden, dans son mémoire sur la politique à l'égard des réfugiés dans les années 1930⁹, ont montré que cette xénophobie est dirigée en premier lieu contre les immigrants juifs en provenance d'Allemagne, dont beaucoup sont des réfugiés.

Le recensement de 1930 avait révélé que le Luxembourg compte 55.831 étrangers sur une population de 299.993, soit 18,61 %, contre 10,37 % d'étrangers en Suisse, 5,99 % en France, 2,02 % en Belgique et 1,53 % en Allemagne.¹⁰ D'après un recensement d'octobre 1933, le Luxembourg compte 44.134 étrangers sur 300.748 habitants (14,64 %); le nombre de ressortissants étrangers est donc en nette régression, de 20,95 % par rapport à 1930. Ils étaient 55.831 en 1930, ils ne sont plus que 44.134 en 1933.¹¹ Le recensement du 31 décembre 1935 révélera que le nombre des étrangers a encore chuté, puisqu'il passe à 38.369 personnes.¹² Malgré ce recul, les immigrants sont devenus aux yeux d'une grande partie de la presse luxembourgeoise un danger national. Un article du quotidien libéral *Luxemburger Zeitung* du 21 avril 1935 alarme l'opinion publique en titrant «Überfremdungsgefahr für Luxemburg.»¹³ Le Luxembourg serait envahi par les étrangers, on s'en rendrait compte partout, dans la rue, dans les tramways, les cafés, les manifestations publiques. Or, le recensement de 1935 n'a constaté que pour certaines catégories d'étrangers une augmentation. Il s'agit notamment des étrangers de «confession israélite», dont le nombre est passé de 1.526 en 1930 à 2.274 en 1935 et dont la

⁷ Hoffmann, «Les problèmes de l'immigration»; idem, «Deutsche politische Flüchtlinge in Luxemburg».

⁸ Blau, *Histoire de l'extrême-droite*; idem, «Antisémitisme et xénophobie au Grand-Duché».

⁹ Gloden, «Die Asylpolitik Luxemburgs von 1933 bis 1940».

¹⁰ Note (ni signée, ni datée), Archives Nationales Luxembourg (ANL), Affaires étrangères (AE), 3831, p. 24.

¹¹ Office de statistique. «Recensement des étrangers du 20 octobre 1933».

¹² *Résultats du recensement de la population du 31 décembre 1935*.

¹³ Article que Joseph Bech, chef du gouvernement, fait parvenir en mai 1935 à Norbert Dumont, ministre libéral de la Justice, accompagné d'une lettre où il le prie de réviser la loi sur l'indigénat de 1934 «dans le sens d'une aggravation des conditions mises à l'acquisition de l'indigénat luxembourgeois» (ANL, AE, 3672, p. 16).

plupart habitent dans la capitale. C'est avant tout sur ce groupe de réfugiés juifs en provenance d'Allemagne que se concentrent les sentiments de rejet.¹⁴

Si ces phrases sont nées dans cette conjoncture xénophobe bien précise, les concepts ethnonationaux qu'ils véhiculent sont développés en Allemagne et en France à partir de la fin du XIX^e siècle et popularisés au Luxembourg par Nicolas Ries dans son bestseller sur la «psychologie du peuple luxembourgeois».¹⁵ Ries est un libéral francophile, admirateur de la Troisième République laïque. Il s'inspire d'intellectuels français proches du pouvoir républicain comme Gustave Le Bon, Vacher de Lapouge et Alfred Fouillée.

Gustave Le Bon apparaît comme une référence majeure. Médecin de par sa formation, il est membre de la Société d'anthropologie de Paris, fondée par Paul Broca. Le Bon publie en 1895 «La psychologie des foules», ouvrage à succès où il déclare combiner l'anthropologie des races, la psychologie et la sociologie. Avec Vacher de Lapouge, avocat puis bibliothécaire reconverti à l'anthropologie physique, qui milite pour des méthodes eugénistes de sélection raciale, Le Bon a contribué à populariser le terme anglais de «mentality», désignant les traits psychologiques qui seraient communs à un peuple. Surtout, professeur à l'École de guerre, Le Bon a ses entrées dans les cercles du pouvoir de la Troisième République. Il côtoie des gens comme Clemenceau, Tarde, Ribot.¹⁶ Le Bon, en tant que républicain favorable au suffrage universel et à la souveraineté du peuple, constitue une référence légitime pour cet admirateur de la France qu'est Nicolas Ries. C'est par le cheval de Troie du progressisme républicain que des idées conservatrices et réductrices en matière d'anthropologie et de psychologie se frayent un chemin dans la gauche libérale.

Ries a emprunté le titre de son ouvrage au philosophe Alfred Fouillée, dreyfusard et autre personnage politique influent de la Troisième République, qui a publié en 1898 sa «Psychologie du peuple français». Tout en voulant se démarquer des théories anthropologiques raciales, Fouillée introduit la notion de races secondaires définies par lui comme «ethnies».

En servant de ces conceptions ethnonationales, Ries invente le *Luxemburgertum* par opposition au *Deutschtum*. Ainsi, pour mieux s'opposer aux visées pangermanistes qui menacent l'indépendance du Grand-Duché, des intellectuels luxembourgeois – de droite comme de gauche – finissent par adopter une définition conservatrice de la nation. Ils se mettent à la recherche de «l'âme du peuple» luxembourgeois, de sa «constitution mentale», du «caractère luxembourgeois». Et qui cherche, trouve...

Juste une citation de Ries pour bien souligner le changement de paradigme vers l'ethnique, la race comme on disait à l'époque: «Nous sommes les fils de notre

¹⁴ L'histoire des immigrants juifs et de leur insertion dans la société luxembourgeoise contemporaine s'écrit lentement. Après s'être longtemps et logiquement focalisées sur la Seconde Guerre mondiale, des monographies, mémoires scientifiques et articles s'attachent dernièrement à une étude de la population juive dans différentes localités du Grand-Duché aux XIX^e et XX^e siècles: Cerf, *Les juifs d'Esch*; Krier, «Les juifs au Grand-Duché de Luxembourg au XIX^e siècle»; Schoentgen, «Die jüdische Gemeinde in Luxemburg 1945-1960»; idem, «Luxemburger und Juden im Zweiten Weltkrieg»; idem, «Die jüdische Gemeinde in Medernach»; Thilman, «La présence juive à Mondorf-les-Bains et Mondorff»; Dostert, «Les juifs vivant dans le canton d'Esch (1830-1940)».

¹⁵ Ries, *Essai d'une psychologie*.

¹⁶ Noiriel, *Immigration, antisémitisme et racisme en France*, 272ss.

patrie et de notre race autant que de nos parents, et bien davantage, car, la vie individuelle étant courte et celle de la race très longue et permanente, puisqu'elle embrasse tout le passé et contient en germe tout l'avenir, l'influence immédiate de nos parents et du milieu où nous vivons sera forcément moindre que celle de nos ancêtres.»¹⁷ Les ancêtres, le sang. Ries, qui déclarait vouloir prendre ses distances par rapport à une «psychologie des peuples basée uniquement sur l'anthropologie et les grandes races naturelles», accentue en fin de compte l'importance du poids de la race.

Ces concepts ont des répercussions importantes sur la vision de l'immigration. Chez Fouillée déjà, dès 1898, l'immigration devient problématique dans ce sens que la France se trouve confrontée au «péril d'une introduction rapide d'éléments étrangers non assimilés ou d'assimilation difficile».¹⁸ Vu à travers le prisme des théories raciales, l'immigration pose le problème de l'«assimilation». Le Luxembourg de l'entre-deux-guerres se découvrira, à son tour, confronté à un grand danger, défini ainsi en 1936 dans le rapport de la Commission spéciale sur le projet de loi sur l'indigénat luxembourgeois, réunissant des experts ministériels et mise en place par le gouvernement de Joseph Bech: «si les substances étrangères sont ajoutées en trop grande quantité, elles ne peuvent plus être assimilées et ce sont elles qui dominent».¹⁹

Ce sont ces concepts que reprennent à leur tour des historiens conservateurs comme Nicolas Margue qui s'en servent pour procéder à une lecture ethnique de l'histoire de l'immigration.

L'idée du peuple luxembourgeois comme communauté de race et de langue explique en même temps tout l'intérêt porté par les historiens du début du XX^e siècle à l'émigration luxembourgeoise, pour ces mythiques premiers Luxembourgeois partis en Transylvanie, pour ceux qui se sont installés aux Etats-Unis ou encore ont émigré en France au XIX^e siècle. Deux chapitres y sont consacrés dans le Livre du Centenaire de l'Indépendance de 1939, alors qu'aucun n'y traite de l'immigration.²⁰ Voilà le début d'une autre tradition. Aujourd'hui il s'agit même d'un courant institutionnalisé au sein du Ministère de la Culture qui s'efforce toujours d'englober ses émigrants (vers l'Amérique, vers la France, voire vers Sibiu...) dans la nation luxembourgeoise. Cet exemple montre aussi vers quel deux poids-deux mesures tend la lecture ethnique des migrations. Un courant officiel de la politique culturelle luxembourgeoise souligne et recherche chez les descendants d'émigrants luxembourgeois ce qu'elle reproche et dénie souvent à ses immigrants étrangers et à leurs descendants: les liens qu'ils ont gardés avec leur pays d'origine.

A cette lecture ethnique s'oppose dès 1939 la lecture économique de l'histoire de l'immigration, représentée par Paul Weber, juriste, économiste, rédacteur en chef

¹⁷ Ries, *Essai d'une psychologie*, 10.

¹⁸ Fouillée, *Psychologie du peuple français*, 206. En passant, notons que le terme d'*assimilation* – aujourd'hui nous l'avons remplacé par le terme d'*intégration* sans nécessairement lui donner une autre signification – apparaît au même moment où l'on vante les origines des uns et stigmatise celle des autres.

¹⁹ Chambre des députés, «Rapport de la Commission spéciale sur le projet de loi sur l'indigénat luxembourgeois du 22 juillet 1936», 434.

²⁰ *Le Luxembourg. Livre du centenaire*. Avec les contributions de Joseph Hess sur «l'Émigration luxembourgeoise» et de Mathias Thill sur «les Luxembourgeois au Congo et en Extrême-Orient».

du quotidien libéral «L'Indépendance Luxembourgeoise», puis secrétaire général de la Chambre de Commerce. Dans sa «Geschichte des Luxemburger Landes», l'immigration est analysée comme un phénomène économique et l'analyse des retombées démographiques n'est pas accompagnée d'un discours sur les menaces qui pèseraient sur la nation ou le peuple luxembourgeois. Il se contente de relever que suite au développement industriel accéléré du pays, le Luxembourg est passé du stade de source d'émigration («Emigrationsquelle») à celui de foyer d'immigration («Einwanderungsherd»). Pour la période de la crise économique des années 1930, Weber précise que ces ouvriers importés par la conjoncture jouent le rôle de soupape de sécurité («Sicherheitsventil») qui a évité la «tragédie sociale du chômage de masse».²¹

Cette notion de soupape de sécurité, devenue aujourd'hui un terme consacré pour décrire le phénomène historique de l'immigration au Luxembourg, a été inventée deux ans plus tôt, en 1937, par un autre économiste, le jeune Carlo Hemmer, futur directeur de la Fedil, puis de la Chambre de Commerce qui, dans une série d'articles parus dans le quotidien libéral «Luxemburger Zeitung», explique ainsi le paradoxe luxembourgeois du taux d'emploi le plus bas en Europe, avec 66,7%, en 1935, et le chiffre maximum de seulement 245 chômeurs indemnisés pour la même année: „Der große Anteil der Ausländer an der Gesamtarbeiterzahl wirkte wie ein Sicherheitsventil: von den überzählig gewordenen Arbeitskräften wurden zunächst die Ausländer entlassen; diese kehrten in ihre Heimat zurück und kamen somit in den luxemburgischen Arbeitslosenstatistiken nicht zum Ausdruck.“²² La deuxième raison de ce paradoxe étant pour Hemmer le grand nombre d'ouvriers paysans luxembourgeois.

Le terme de soupape de sécurité est repris non seulement par Paul Weber mais par deux économistes allemands qui consacrent des études détaillées à l'industrie sidérurgique et minière luxembourgeoise dans l'après-guerre: Rolf Bühlmann en 1949 et Heinz Quasten en 1970.²³

Quasten inaugure une autre tradition: philosopher sur le degré d'intégration ou d'assimilation et l'évolution en termes de générations de celle-ci. S'intégrer était à l'époque vue comme expérience à sens unique et signifiait donc adopter la langue, les modèles de comportement, le système de valeurs politiques et religieuses etc. de la société d'accueil. Philosopher est le terme qui convient puisqu'aucune étude se basant sur un cadre conceptuel, une méthodologie et des sources bien définies n'a abordé à ce jour cette question de l'intégration sur une échelle assez large pour en tirer des conclusions valables.

Le mérite de Quasten est celui de tenter d'isoler des paramètres utiles, p. ex.: combien d'ouvriers italiens sont nés dans le même espace luxembourgeois dans lequel ils vivent encore? Combien ont demandé et obtenu la naturalisation? Combien ont épousé une Luxembourgeoise? Puis Quasten mentionne le rôle de l'école,

²¹ P. Weber, *Geschichte des Luxemburger Landes*, 293-294 et 318.

²² Hemmer, *Luxemburger Wirtschaftspolitik 1937*, 25-26.

²³ Bühlmann, *Wirtschaftliche Entwicklung und Bedeutung der Gruben- und Eisenindustrie*, 203-211; Quasten, *Die Wirtschaftsformation der Schwerindustrie im Luxemburger Minett*, 245-249.

des contacts sociaux, des associations sportives... Dès 1970 un défi, une piste de recherche toujours actuelle de nos jours est donc lancée.

Avant même le début d'une histoire de l'immigration, des concepts fondamentaux et des lectures différentes sont donc en place.

II.

Toutefois, le début véritable de cette histoire se situe en 1975. Le premier historien à s'y intéresser est le même qui a introduit l'histoire économique et sociale au Luxembourg dans le domaine de l'histoire moderne et contemporaine. Il s'agit de Gilbert Trausch, et plus précisément du tome IV du *Manuel d'histoire luxembourgeoise* à l'usage des classes de l'enseignement secondaire qui date de 1975.²⁴

Au début des années 1970, le Luxembourg se re-découvre comme pays d'immigration. En mai 1970 le Luxembourg signe deux accords bilatéraux, l'un avec le Portugal, l'autre avec la Yougoslavie, «règlementant l'emploi au Luxembourg des travailleurs» des deux pays. Dans son avis sur l'accord avec le Portugal, le Conseil d'Etat présente l'immigration comme un phénomène structurel: «Depuis des années déjà les disponibilités en main-d'œuvre autochtone du Grand-Duché sont totalement insuffisantes pour couvrir les besoins du pays. Les quelques douzaines de travailleurs en provenance du secteur agricole pouvant devenir disponibles encore dans les années à venir ne changent rien à l'aspect général du problème de la pénurie de main-d'œuvre. Sans l'apport d'un grand nombre de travailleurs étrangers les entreprises artisanales et industrielles se trouveraient dans une situation très critique. Fin 1970 le nombre des travailleurs étrangers (hommes et femmes) était de 33.100 contre 30.100 en 1969 et 28.600 en 1968, voire 27.900 en 1967. Ces chiffres comprennent les frontaliers (7.400), les saisonniers et les travailleurs étrangers sédentaires au Grand-Duché. En général on constate une réduction progressive des saisonniers en faveur des étrangers résidant en permanence au Grand-Duché. Cette évolution pose évidemment le problème du logement d'autant plus que pas mal de travailleurs étrangers mariés désirent se fixer avec leur famille au pays. Dans ce cas les femmes et les enfants adultes travailleront soit dans les ménages, soit dans les établissements de lavage et de nettoyage, soit dans les ateliers et les fabriques. L'immigration des membres de la famille apporterait donc un supplément sensible de main-d'œuvre. En dehors du problème soulevé du logement, d'autres, tels que ceux de l'assimilation, de la moralité, de la sûreté publique et de la santé, resteront posés.»²⁵

L'année 1972 apparaît comme une année charnière. Le 28 mars 1972, la loi sur l'entrée et le séjour des étrangers entre en vigueur, le 11 avril sont signées les lois sur les accords de travail entre le Luxembourg et le Portugal ainsi qu'entre le Luxembourg et la Yougoslavie. En 1972 est également créée la première association non gouvernementale d'aide aux immigrés, *União*, précurseur de l'*Association de Soutien aux Travailleurs Immigrés* (ASTI), fondée en 1979.

²⁴ Trausch, *Le Luxembourg à l'époque contemporaine*.

²⁵ Chambre des députés, «Document parlementaire J-1971-O-0052».

Avec Gilbert Trausch, la réalité de l'immigration entre dans les manuels d'histoire du Luxembourg. Le terme immigration apparaît comme un sous-chapitre à part du chapitre consacré à la société et ses problèmes de 1839 à 1914. Pour les périodes suivantes, l'immigration n'est plus traitée distinctement, mais il sera question des «ouvriers étrangers» durant l'entre-deux-guerres et de leur rôle durant les crises économiques et, pour la période d'après-guerre, de l'évolution de leur nombre et leur signification sur le plan démographique. Dans la bibliographie, le terme d'immigration n'apparaît pas encore contrairement à celui d'émigration où nous constatons que des historiens s'y sont déjà intéressés. Les trois ouvrages traitant de questions d'immigration et d'intégration sont regroupés sous le titre «ouvriers étrangers».

Gilbert Trausch s'inscrit dans la tradition de la lecture économique. L'immigration reste un phénomène économique, les immigrants, ce sont les ouvriers étrangers. Il décrit le mouvement d'immigration comme phénomène relié historiquement à la révolution industrielle du pays, comme une nécessité économique, et explique le rôle de soupape de sécurité à l'exemple de la crise des années 1930. Comme l'immigration est définie comme immigration de travail, l'immigration italienne, majoritaire de 1945 aux années 1970, monopolise longtemps l'attention des historiens et reste la référence incontournable jusqu'à aujourd'hui. La même lecture se retrouve dans l'ouvrage publié en 1976 par le Service de l'Immigration, «Immigration – Luxembourg 1975», rédigé en majeure partie par le sociologue français Albano Cordeiro.²⁶

Dès les débuts de l'historiographie sur l'immigration, la rapide intégration des Italiens est soulignée. Gilbert Trausch écrit en 1975: «les Italiens s'assimilent assez bien et déjà dans la deuxième génération sont de véritables Luxembourgeois». En d'autres termes, ceux des Italiens qui sont restés se seraient rapidement intégrés. Trausch se base sur les ouvrages des économistes mais aussi sur les rapports publiés sur la question par Marcel Barnich, premier commissaire à l'immigration au sein du ministère du Travail et de la Sécurité sociale, à partir de 1964.

Barnich affirme en 1969, en se basant sur ses expériences professionnelles: «quant au potentiel d'assimilation de nos immigrants (...) je crois (...) que le niveau des aptitudes mentales et physiques doit être à peu près le même dans tous les groupes ethniques de l'Europe. (...) Il y a bien sûr des différences au départ, entre un berger de Tras os Montes, un balayeur de rue de Casalpusterlengo et un mécanicien parisien, mais mettez-les ensemble dans un quatrième milieu et vous verrez qu'au fur et à mesure que leur intégration avance, les différences de niveau s'estompent, pour disparaître finalement et à peu près complètement avec l'arrivée de la deuxième génération».²⁷ Barnich développe l'idée de socialisation dans le pays d'accueil et donc d'«assimilation» à la deuxième génération. Chez cet homme qui connaît le terrain, l'intégration est proche d'une interprétation actuelle: où l'intégration signifie convergence ou harmonisation des conditions de vie entre migrants et autochtones, en même temps que rapprochement culturel et social.

²⁶ Cordeiro, *Immigration – Luxembourg 1975*.

²⁷ Barnich, *L'assistance sociale aux immigrants*, 6-8.

Toutefois, son questionnement montre à quel point l'interprétation doit faire un passage obligé par le filtre de la lecture ethnique.

En même temps, le témoignage de Barnich est symbolique pour des représentations mentales qui caractériseront beaucoup d'ouvrages sur l'histoire de l'immigration. Après avoir fait un constat positif sur la capacité d'intégration des immigrants anciens, en premier lieu italiens, Barnich ajoute: «j'ai pourtant l'impression que le potentiel d'assimilation de nos jeunes immigrants est moins élevé que celui des anciens».

L'historien Piero Galloro, de l'Université de Metz, a récemment analysé ce phénomène et avance l'hypothèse suivante: la représentation positive des Italiens et l'acceptation de leur présence (et de celle de leurs descendants) au sein de la société d'accueil s'accompagne, voire n'est rendue possible que par la mise à distance d'autres populations.²⁸ Au Luxembourg, c'était la phrase: «les Italiens se sont vite intégrés, mais les Portugais...». Ou aujourd'hui: «les Portugais commencent à s'intégrer, mais les Yougoslaves...».

Autour de ce concept de l'intégration, ce sont en fait les couples rejet/inclusion et marginalisation/légitimation qui structurent la façon dont nous écrivons l'histoire de l'immigration.

Cela aboutit à des situations paradoxales. Les historiens proches des associations de soutien aux immigrants comme Michel Pauly²⁹ et moi-même³⁰, pour mieux lutter contre la marginalisation de ces représentants de vagues migratoires récentes, ont proclamé que l'assimilation rapide des Italiens est un mythe, en soulignant la forte rotation, le faible nombre de naturalisations, les politiques d'exclusion des gouvernements successifs. Pour mieux combattre un préjugé, nous l'avons renforcé en tentant de le concurrencer sur son terrain au lieu de refuser son constat.

Comment combattre des concepts réducteurs tout en évitant de se laisser influencer par eux? Cette question est centrale pour l'histoire de l'immigration.

A côté de la lecture économique de l'immigration qui, grâce notamment à Gilbert Trausch, a imprégné fondamentalement l'historiographie s'est perpétuée une lecture ethnique de l'immigration, non pas dans l'historiographie de l'immigration, mais qui, elle, a accompagné le discours politique populiste sur le sentiment national qui a marqué son retour dans les années 1970 au Luxembourg comme dans les pays voisins.

Dans les années soixante-dix, elle a été véhiculée e.a. par les thèses développées par un démographe, Georges Als, alors directeur du Statec. Les théories du «mal luxembourgeois» et de l'immigration comme problème deviennent ici centrales, comme l'a relevé l'historienne Antoinette Reuter en 1995: «l'aspect migratoire y est essentiellement présent à travers le prisme réducteur et dramatique de la dénatalité et du vieillissement de la population luxembourgeoise. Ce point de vue liant très fortement les concepts de natalité et d'identité nationale est une donnée quasi génétique dont les étrangers seraient par définition exclus. Les migrations

²⁸ Galloro, «L'exclusion comme élément du processus d'intégration».

²⁹ M. Pauly, «L'immigration dans la longue durée».

³⁰ Scuto, «Luigi Peruzzi».

dans ce contexte apparaissent comme le péril suprême». ³¹ Ou comme l'a exprimé Georges Als dès les années 1970, et, en persistant et signant en 1993: «en invitant les étrangers à prendre notre place en matière de production et de reproduction, nous souffrons que le Luxembourg perde son identité (...). En d'autres mots, nous préparons la fin du Luxembourg luxembourgeois». ³² Les fantômes des années 1930 hantent toujours les couloirs.

Chez Georges Als, par la différence de sang, par leur origine distincte, les étrangers dénaturent la substance du peuple luxembourgeois, des «Luxembourgeois de souche», qui deviennent alors, si le nombre d'étrangers est trop élevé, s'il dépasse un certain seuil de tolérance, une «espèce en voie de disparition». Antoinette Reuter a maintes fois rendu attentif au fait que ces concepts nés aux extrêmes, s'ils ne sont pas thématés et critiqués, influencent non seulement les discours officiels, mais même l'historiographie de l'immigration en général.

Ces thèses de Georges Als tout comme les thèses natalistes ont eu une influence indirecte sur l'historiographie de l'immigration. Gilbert Trausch accorde une grande importance à cette autre «force profonde» (P. Renouvin) dans l'histoire, à savoir la démographie. Or, tout comme on a longtemps cru pouvoir enrayer l'exode rural, les démographes et les politiques du XX^e siècle ont cru pouvoir lutter par une politique volontariste contre la baisse de la natalité. Dans un tel espoir optimiste, l'immigration n'apparaissait pas encore comme une réponse structurelle aux défis démographiques luxembourgeois dans les années 1970, plutôt comme un *ersatz* nécessaire mais passager.

Rappelons dans ce contexte qu'en 1977 Gaston Thorn, le Premier ministre libéral, demande l'avis sur ce qui est considéré comme une crise démographique du pays à un expert international, Gérard Calot, directeur de l'Institut national des études démographiques (Ined) en France de 1972 à 1992, institut qui préconisait une politique nataliste. Calot importe le débat français de l'«espèce en voie de disparition» au Luxembourg, selon un schéma résumé ainsi par Fernand Fehlen: «dénatalité = vieillissement = déclin = décadence = disparition de la nation, voire de la civilisation occidentale». ³³

Voici quelques extraits de la conclusion du rapport Calot: «l'accent doit être placé sur l'intérêt global du pays, sur le devoir qu'a l'Etat de se soucier non seulement des équilibres présents mais aussi des évolutions à moyen terme, sur la responsabilité des Luxembourgeois d'aujourd'hui à l'égard de ceux qui habiteront le Grand-Duché dans vingt-cinq ou dans cinquante ans, sur la nécessité qui s'impose à eux de ne pas laisser dépérir, et encore moins, disparaître, ce patrimoine légué par l'Histoire qui fait leur originalité par rapport aux pays limitrophes. (...) Il faut expliquer que l'objectif ne saurait être d'amener les familles luxembourgeoises à avoir chacune six ou huit enfants mais seulement un peu plus de deux en moyenne; plus précisément, il est même nécessaire de ne pas empêcher celles qui le souhaitent d'en

³¹ Reuter, «Panne de mémoire?».

³² Als, «Le Luxembourg et ses étrangers».

³³ Fehlen, «Le contexte politique et scientifique du rapport Calot».

avoir deux, trois ou davantage». ³⁴ Gaston Thorn invoque même dans sa préface au rapport le risque de «suicide collectif».

Les dernières lignes du rapport sont on ne peut plus claires: «le Grand-Duché ne se remettra vraisemblablement pas avant quatre ou cinq décennies de son grand affaiblissement démographique. Pour cela, il lui faut changer radicalement de médication et réduire progressivement les doses du remède immigration pour augmenter celles – actuellement beaucoup trop légères pour être efficaces – du remède justice familiale. L'accoutumance au premier remède et les effets secondaires qu'il a provoqués l'ont amené au voisinage d'une sorte de cote d'alarme. Le changement de médication sera rude. Mais c'est la seule chance de guérison. La crise économique actuelle, l'héritage un peu miraculeux du passé lui donnent un répit d'à peine dix ans pour se préparer au choc douloureux que le début du nouveau traitement va entraîner». ³⁵

Vu de notre perspective de 2008, ces phrases apparaissent presque comiques, tant ces Cassandres du «suicide luxembourgeois» ont été ridiculisés par l'évolution contraire du Luxembourg. La population est passée de 340.000 personnes en 1970 à plus de 475.000 en 2007. L'appel à l'immigration et aux frontaliers a fait de l'économie luxembourgeoise une des plus prospères au monde. Toutefois, ce rappel est d'autant plus important que les premières discussions sur les dangers qui menaceraient l'identité nationale du pays datent de la même époque. Le thème de l'identité nationale est propulsé sur le devant de la scène médiatique au Luxembourg en 1978 par le rapport Calot pour ne plus le quitter jusqu'à aujourd'hui. Une série d'articles est consacrée au sujet dans le quotidien le plus lu au Luxembourg, le journal catholique *Luxemburger Wort*. La série intitulée «Propos sur l'identité nationale» est dirigée par la journaliste Viviane Reding et paraît dans le contexte de la fête nationale, fin juin-début juillet 1978. ³⁶ L'actuelle commissaire européenne construira d'ailleurs une bonne partie de sa carrière politique autour de ce thème.

Au cours de ses publications ultérieures ³⁷, Gilbert Trausch a renforcé sa vision économiste de l'immigration, en soulignant davantage encore l'apport démographique nécessaire à la population luxembourgeoise et en proclamant sa foi dans la capacité d'intégration du Luxembourg comme pays traditionnel d'immigration ou, tout récemment, en appelant à une autre conception de la nation tournée vers l'avenir – plutôt que vers le passé – et vers la citoyenneté. ³⁸

III.

Cette évolution est due aussi au développement de recherches scientifiques sur l'immigration, initiée notamment par Gilbert Trausch.

Les mémoires de Guy Pauly sur l'immigration de 1870 à 1914, puis de Paul Didlinger sur l'immigration à Esch-sur-Alzette de 1900 à 1925, de Robert Weber

³⁴ Calot, *La démographie du Luxembourg*.

³⁵ Ibidem, 149.

³⁶ Reding, «Propos sur l'identité nationale»; sur ce sujet voir également: Spizzo, *La nation luxembourgeoise: idem, «Démocratie consociative»*.

³⁷ Trausch, *Histoire du Luxembourg*; Trausch, dir., *Histoire du Luxembourg: le destin européen d'un petit pays*.

³⁸ Trausch, «D'un concept de la nation à un autre».

sur l'immigration à Dudelange de 1898 à 1915 et de Jean Reitz sur l'immigration – non seulement italienne – à Differdange pendant la même période peuvent être cités comme monographies sur des communautés étrangères voire des localités du bassin minier publiées dans un cadre universitaire.³⁹

L'historiographie sur l'immigration qui se développe à partir des années 1970 repose donc sur un premier axe personnel, en la personne de l'historien Gilbert Trausch.⁴⁰

Un deuxième axe personnel à mentionner est celui d'un non-historien, Padre Benito Gallo, directeur de la Mission catholique italienne à Esch puis à Luxembourg, qui, par un énorme travail de bénédictin, a écrit une histoire sociale de l'immigration italienne, conçue comme une histoire totale (dans ce sens qu'elle a examiné à la fois les aspects économiques, sociaux, politiques, économiques et culturels), dépassant la seule description de l'immigration comme phénomène ouvrier pour montrer les classes moyennes, les réseaux de pouvoir, les luttes politiques qui ont traversé la communauté italienne depuis l'époque fasciste, etc.⁴¹ Les regards de l'historien (et député) du parti socialiste, Ben Fayot, et de l'historien du parti communiste, Henri Wehenkel, ont permis de souligner davantage que Gallo l'apport historique des immigrants dans le mouvement ouvrier du Luxembourg de la première moitié du XX^e siècle et dans la lutte contre le fascisme et le nazisme.⁴²

Le deuxième axe est collectif, même si là également des historiens comme Michel Pauly et Antoinette Reuter émergent. Il s'agit de ce que j'appellerai l'historiographie issue du soutien de l'immigration, entreprise par des jeunes historiens et historiennes, mais aussi d'autres personnalités formées dans un contexte militant ou de travail social dans les années 1970 et 1980. Ce spectre est très large: membres ou sympathisants d'associations de soutien des immigrants, animateurs d'associations de quartier ou tout simplement des gens proches de tout ce travail social accompli en faveur des immigrés dans les structures confessionnelles d'aide aux ouvriers étrangers, dans les structures d'assistance sociale mises en place par la bourgeoisie libérale, dans les offices sociaux des communes et de l'Etat, ou enfin membres de la gauche s'inscrivant dans la tradition de l'internationalisme ouvrier.

L'intérêt du grand public pour la mémoire et le patrimoine, la volonté d'écrire une histoire alternative, d'en bas en utilisant les méthodes de l'histoire orale, l'entrée sur scène d'historiens issus de l'immigration ont fonctionné comme stimulants supplémentaires à l'historiographie sur l'immigration.

Cet article n'a pas la prétention de faire un bilan, mais il pose la question s'il n'est pas temps de faire ce bilan ensemble au sein de cette petite communauté savante

³⁹ G. Pauly, «L'immigration au Luxembourg»; Didlinger, «Die Entwicklung der ausländischen Bevölkerung»; R. Weber, «Die Ausländer in Düdelingen»; Reitz, «L'immigration étrangère à Differdange».

⁴⁰ Trausch, «L'immigration italienne», 467ss.; idem, «Les Luxembourgeois face aux étrangers»; préface de G. Trausch à Gallo, *Les Italiens au Grand-Duché*; Trausch, «La cohabitation entre Luxembourgeois et étrangers».

⁴¹ Gallo, *Immagini dell'immigrazione italiana*; idem, «Le rôle politique de l'immigration italienne»; idem, «La communauté italienne»; idem, *Les Italiens au Grand-Duché*.

⁴² Fayot, «Le rôle politique de l'immigration italienne»; Wehenkel, *Der antifaschistische Widerstand in Luxemburg*; idem, *D'Spueniekämpfer*; idem, «Le commissaire et les Italiens»; idem, «L'immigration politique».

de l'histoire de l'immigration qui ne s'est pas encore institutionnalisée, mais qui a multiplié ces dernières décennies des moments collectifs qui constituent autant d'étapes franchies vers ce but.

L'exposition *Retour de Babel*, en 2007, était le dernier en date de ces moments.⁴³ Après l'œuvre de Gilbert Trausch et de Benito Gallo, après d'autres expositions et publications, comme le livre «Luxembourg face à l'immigration» publié par l'ASTI et coordonné par Michel Pauly,⁴⁴ ou le chapitre consacré à l'immigration et l'intégration à l'expo «De l'Etat à la Nation» de 1989, du même Michel Pauly et de Benito Gallo⁴⁵, l'entrée de l'immigration dans les manuels scolaires de l'enseignement secondaire technique⁴⁶, puis des Itinéraires croisés dirigés par Antoinette Reuter et Denis Scuto en 1995⁴⁷, l'hommage au Père Gallo en 1999⁴⁸, enfin dans les années 2000 le numéro spécial consacré au Luxembourg par la revue *Migration*⁴⁹, les actes des colloques du Comité de Liaison et d'Action des Etrangers (CLAE) «Un siècle d'immigration»⁵⁰, de l'ASTI «Migrations: Les enjeux» (2002)⁵¹ et de l'Institut d'Etudes européennes et internationales (2004) «L'immigration et après?»⁵², sans oublier les apports sur le plan des études sociologiques des publications du Sesopi-Centre intercommunautaire, du Ceps-Instead de Differdange, de la cellule de recherche Stade.⁵³

Les multiples travaux ont permis d'affiner nos connaissances sur les phases de l'immigration, sa composition socioprofessionnelle, les régions d'origine de ces immigrations, les conditions de vie et de travail de ces immigrés, la question des relations entre Luxembourgeois et Italiens, leur rôle dans le mouvement ouvrier et le monde politique en général, le phénomène de l'immigration double (en haut et en bas de l'échelle sociale: immigration d'ouvriers de l'industrie sidérurgique à la fin du XIX^e siècle, de la construction et du secteur horesca aujourd'hui vs. immigration de directeurs, ingénieurs et contremaîtres allemands, français et bel-

⁴³ Reuter et Ruiz, dir., *Retour de Babel*. Avec des portraits et notices historiques rédigés e.a. par Germaine Goetzinger, Serge Hoffmann, Paul Lesch, Gast Mannes, Michel Pauly, Antoinette Reuter, Denis Scuto, Henri Wehenkel et Claude Wey.

⁴⁴ M. Pauly, éd., *Lëtzebuerg de Lëtzebuerg? Avec des contributions de Marcel Barnich, Guy Clause, René Diederich, Ben Fayot, Benito Gallo, Mario Hirsch, Serge Kollwelter, Michel Pauly et Gilbert Trausch*.

⁴⁵ Gallo et Pauly, «Immigration et intégration». Le dossier complet du chapitre a été publié dans la revue *forum* 111 (1989).

⁴⁶ «L'immigration au Luxembourg»; «Industrialisierung in Luxemburg». Mentionnons également le dossier pédagogique réalisé par l'ASTI, *Immigration, tolérance et racisme*.

⁴⁷ Reuter et Scuto, eds., *Itinéraires croisés*.

⁴⁸ *Luxembourg – Italie*.

⁴⁹ *Luxembourg: histoires croisées des migrations*.

⁵⁰ Montebello, dir. «Un siècle d'immigration au Luxembourg». Avec les contributions de Manuel Malheiros, Mario Hirsch, Fabrice Montebello, Atlay Manço, Luc Delmas, Piero Galloro, Monika Sommer-Hasenstein, Michel Pauly, Albano Cordeiro, Henri Wehenkel, Lucien Blau, Sylvain Besch, Fernand Fehlen, Célia Da Cunha, Carmen Greisen, Michel Legrand, Jean Langers, Claude Frisoni, Antonio Perotti, Luciano Pagliarini, Antoinette Reuter et Denis Scuto.

⁵¹ *Migrations: les enjeux!*.

⁵² Allegrezza, et al., eds. *L'immigration au Luxembourg, et après?*.

⁵³ Fehlen, «Grenzüberschreitende räumliche Mobilität als Infragestellung der sozialen Aufwärtsmobilität»; Fehlen, *La société luxembourgeoise à travers le recensement de 2001*; Fehlen, «Une petite société en mutation».

ges à la fin du XIX^e siècle, de cadres des banques, de fonctionnaires européens aujourd'hui, l'ancienneté des phénomènes migratoires (une réalité bien avant l'industrialisation).⁵⁴ Les nombreuses immigrations autres qu'italiennes imprégnées par et laissant leur empreinte sur la société luxembourgeoise restent, elles, encore largement à explorer.⁵⁵

Ces travaux ont lancé des pistes sur lesquelles nous devons travailler dans les années à venir pour perfectionner nos connaissances des phénomènes migratoires en revoyant certaines thèses. Juste un exemple: la thèse de l'immigration comme le fait d'hommes jeunes, célibataires et instables. Cette interprétation est due à une exploitation quantitative de sources démographiques telles que les fichiers du bureau de la population. Or, grâce au travail du CDMH, nous disposons aujourd'hui de bases de données très complètes qui permettent une exploitation qualitative dans ce sens que nous pouvons suivre individuellement le parcours de ces immigrés et des familles qu'ils ont fondées. Et l'on constate que cette instabilité ou cette rotation forte est trompeuse, puisque ce sont les mêmes personnes qui reviennent.⁵⁶ Cette rotation cache en fait une stabilisation progressive. Rotation et stabilisation d'une partie de chaque vague migratoire – qu'il s'agisse de celle des années 1890 à 1914, celle des années 1920 à 1930, celle des années 1950 à 1970, ou de celle des années 1980 à aujourd'hui – sont en fait deux composantes structurelles de l'immigration de la fin du XIX^e siècle à aujourd'hui.

De même, immigration de travail et immigration familiale ne peuvent plus être vues de façon radicalement dissociées même pour les périodes antérieures à des politiques officielles de «regroupement familial». Quelques chiffres justes pour l'immigration italienne: en 1910, 10.138 Italiens sont recensés au Luxembourg: 7.738 hommes, mais également 2.400 femmes. En 1930, sur 14.050 Italiens, 8.710 sont masculins, 5.340 féminins. Même si les hommes arrivent seuls, beaucoup font rapidement venir leur épouse et fondent ou agrandissent leur famille au Luxembourg. Ou comme l'a exprimé le sociologue algérien Abdelmalek Sayad à travers une comparaison de deux cas d'écoles: «toutes les immigrations de caractère économique, même celles qui passent aujourd'hui pour être et pour avoir été dès leur naissance des immigrations de peuplement, c'est-à-dire des immigrations familiales (l'immigration, par exemple, des Européens aux Etats-Unis d'Amérique, notamment entre 1840 et 1920), ont commencé comme des immigrations de travailleurs isolés; et, qu'à l'inverse, même celles qui ont la réputation de n'être que des immigrations provisoires d'hommes exclusivement (par exemple, l'immigration des travailleurs algériens en France depuis le début de ce siècle jusqu'aux dernières décennies), finissent, tôt ou tard, par se convertir en immigration familiale et, au bout du compte, en immigration de peuplement».⁵⁷

⁵⁴ M. Pauly, «Les Luxembourgeois ont-ils jamais existé?»; cf. les nombreuses études d'Antoinette Reuter sur l'Ancien Régime présentées dès 1995 dans Reuter et Scuto, éd., *Itinéraires croisés*; Reuter, «Quelques aspects des migrations».

⁵⁵ Laplanche et Vanderkam, *Di nos*; Reuter, «Les Français du Luxembourg»; Hoffmann, «L'immigration allemande»; Hohengarten, «Polonia»; Thill, «Les agriculteurs néerlandais»; Igel et Reuter, éd., «Zillebäcker»; Beirão, *Les Portugais du Luxembourg*; Baltes-Löhr, *Migration und Identität*; Reyners, «Les Tsiganes au Grand-Duché»; Waringo, «Luxemburg, deine Zigeuner».

⁵⁶ Galloro, «Le comportement migratoire des Cafoni».

⁵⁷ Sayad, *La double absence*, 418.

Nos chantiers ont été tracés par les pionniers de l'historiographie. Je pointerai juste trois pistes prioritaires: la participation des historiens à une recherche scientifique sur l'intégration⁵⁸, définie comme insertion de nouveaux groupes de population et d'individus dans une société existante, et la façon dont ces groupes sont reliés ou connectés au système de relations socio-économiques, juridico-politiques et socioculturels qui caractérisent cette société (où nous retrouverons les concepts de nation et d'identités, les relations entre autochtones et migrants, les politiques et législations à l'égard des migrants, les questions de participation et de discrimination, les questions culturelles, linguistiques et scolaires)⁵⁹, une analyse des réseaux migratoires passés et présents et enfin le développement de recherches comparatistes, en comparant notre «société de petite dimension» (Claude Wey) à d'autres pays, mais surtout à d'autres régions ou villes d'Europe et du monde.

L'institutionnalisation de ce champ de recherche manque encore et constitue cependant une nécessité parce qu'il nous faudra renforcer la dimension collective et interdisciplinaire de nos études.

Dans ces recherches, la clarification conceptuelle restera fondamentale. Nous resterons confrontés aux mêmes choix qu'il y a cent ans entre des conceptions philosophiques et politiques différentes, sur un axe défini par ces deux pôles décrits récemment par le démographe Hervé Le Bras et l'ancien ministre français Jack Lang:

«Soit on pense que les hommes sont profondément égaux, animés des mêmes pulsions et de la même intelligence, qu'ils sont capables de s'adapter rapidement à des situations nouvelles, qu'ils ont le droit et la possibilité de changer de plan de vie et de culture à tout moment de leur vie même si ce bouleversement prend plusieurs années, qu'ils ne sont pas rivés ni condamnés à vivre sur le lopin de terre où ils sont nés. Soit, à l'inverse, on pense que la culture imprime sa marque dès la naissance et que (...), passé l'âge de six mois, on ne peut plus changer de culture, que la vie de l'homme n'est alors que le développement des capacités particulières à son génome et aux circonstances de sa naissance et que le changement de culture demande plusieurs générations et s'effectue sous la contrainte en effaçant les traces de la précédente culture. Parti du mouvement contre parti de l'ordre immanent, parti de la culture ou plutôt des cultures contre parti de la nature dont la culture devient une facette parmi d'autres. Nous sommes pour le mouvement, est-il besoin de le préciser, et donc pour redonner aux migrations la place qui leur revient dans le développement des civilisations tout en ne sous-estimant pas les difficultés qui les accompagnent.»⁶⁰

⁵⁸ Pour le cadre conceptuel voir: Heckmann et Schnapper, éd., *The Integration of Immigrants*; Heckmann, «Integrationsweisen europäischer Gesellschaften». Sur la mobilité voir également la thèse de doctorat suivante: Stefan Leiner, *Migration und Urbanisierung. Binnenwanderungsbewegungen, räumlicher und sozialer Wandel in den Industriestädten des Saar-Lor-Lux-Raumes 1856-1910* (Veröffentlichungen der Kommission für saarländische Landesgeschichte und Volksforschung, Bd. 23). Saarbrücker Druckerei und Verlag, 1994.

⁵⁹ Delvaux, «Le racisme, un problème au Luxembourg?»; idem, «Quel Luxembourg préserver?»; Fehlen, «Le champ politique luxembourgeois»; Legrand, «Formes de participation»; Scuto, «Qu'est-ce qu'un Luxembourgeois?»; Wey, «Discours et politiques d'immigration».

⁶⁰ Lang et Le Bras, *Immigration positive*, 224-225.

Bibliographie

Allegrezza, Serge, Mario Hirsch, et Norbert von Kunitzki, éd. *L'immigration au Luxembourg, et après?* Luxembourg: Institut d'Etudes européennes et internationales du Luxembourg, 2007.

Als, Georges. «Le Luxembourg et ses étrangers: dialectique de l'immigration et de la prospérité». *Luxemburger Wort*, 20 juillet 1993.

ASTI (Association de Soutien aux Travailleurs Immigrés). *Immigration, tolérance et racisme*. Luxembourg: ASTI, 1993.

Baltes-Löhr, Christel. *Migration und Identität: portugiesische Frauen in Luxemburg* (Beiträge zur Regional- und Migrationsforschung 7). Frankfurt a. M.: IKO-Verlag, 2006.

Barnich, Marcel. *L'assistance sociale aux immigrants et leur intégration sociale dans le milieu d'accueil luxembourgeois*. (Texte d'une conférence publique faite le 8 janvier 1969 dans le cadre de la *Session d'études économiques luxembourgeoises 1968/69*). Luxembourg: Université internationale des Sciences comparées, 1969.

Beirão, Delfina. *Les Portugais du Luxembourg (des familles racontent leur vie)*. Paris: CIEMI/L'Harmattan, 1999.

Blau, Lucien. «Antisémitisme et xénophobie au Grand-Duché de Luxembourg au XX^e siècle». *Passerelles. Revue d'Etudes Interculturelles* 22 (2001): 113-126.

———. *Histoire de l'extrême-droite au Grand-Duché de Luxembourg au XX^e siècle*, Esch-sur-Alzette, Editions Le Phare, 1998.

Bühlmann, Rolf. *Wirtschaftliche Entwicklung und Bedeutung der Gruben- und Eisenindustrie im Großherzogtum Luxemburg*. Luxembourg: Bourg-Bourger, 1949.

Calot, Gérard. *La démographie du Luxembourg. Passé, présent et avenir*. Luxembourg: Statec, 1978.

Chambre des députés. «Document parlementaire J-1971-O-0052» (Avis du Conseil d'Etat du 21 juillet 1971 sur le projet de loi portant approbation de l'accord entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République Portugaise relatif à l'emploi des travailleurs portugais au Luxembourg signé à Lisbonne, le 20 mai 1970. - N° 1551). URL: <http://www.chd.lu>.

———. «Rapport de la Commission spéciale sur le projet de loi sur l'indigénat luxembourgeois du 22 juillet 1936». *Compte Rendu des séances de la Chambre des Députés* (1936-1937): 434.

Cerf, Paul. *Les juifs d'Esch – Déi Escher Judden*. Bereldange: Editions des Cahiers luxembourgeois, 1999.

Cordeiro, Albano. *Immigration – Luxembourg 1975: Aspects économiques, historiques et sociologiques*. Luxembourg: Service de l'Immigration, 1976.

Delvaux, Michel. «Quel Luxembourg préserver?». *d'Letzeburger Land*, 14 avril 1978, 1.

———. «Le racisme, un problème au Luxembourg?». *d'Letzeburger Land*, 21 juillet 1972, 3.

Didlinger, Paul. «Die Entwicklung der ausländischen Bevölkerung der Stadt Esch/Alzette von 1900 bis 1925». Mémoire présenté dans le cadre du stage pédagogique, Luxembourg, 1978.

Dostert, Paul. «Les juifs vivant dans le canton d'Esch (1830-1940)». *Nos Cahiers: Lëtzebuurger Zäitschrëft fir Kultur* 27/3-4 (2006): 209-218.

Fayot, Ben. «Le rôle politique de l'immigration italienne au Luxembourg de 1871 à 1914.» In: *Le rôle politique de l'immigration italienne dans les pays de l'Europe du Nord-Ouest (1861-1945): Actes du colloque de Luxembourg*, 77-82. Bruxelles: GERISIC, 1984.

Fehlen, Fernand. «Le champ politique luxembourgeois et les étrangers. La cohésion sociale dans une société plurielle». In: *Migrations: les enjeux! Conférences & colloque 2002: les contributions* (Ensemble n° 71-72), 108-114. Luxembourg: ASTI, 2003.

Fehlen, Fernand (dir.). *La société luxembourgeoise à travers le recensement de 2001: fiches thématiques*. Luxembourg: STATEC, 2003.

———. «Le contexte politique et scientifique du rapport Calot». *forum* 137 (1992): 26-36.

Fehlen, Fernand. «Grenzüberschreitende räumliche Mobilität als Infragestellung der sozialen Aufwärtsmobilität – Überlegungen zur Entwicklung eines supranationalen Arbeitsmarktes in Luxemburg» In: *Arbeit – Freizeit – Lernen: überleben in veränderten Strukturen* (Cahiers I.S.I.S.; fasc. III/ Centre Universitaire de Luxembourg), 41-56. Luxembourg, 1996.

———. «Une petite société en mutation: le Luxembourg entre ouverture et repli». In: *Le Luxembourg au tournant du millénaire*. 113-129. Esch-sur-Alzette: Schortgen, 1999.

Fouillée, Alfred. *Psychologie du peuple français*. Paris: F. Alcan, 1898.

Gallo, Benito. «La communauté italienne entre fascisme et antifascisme». In: *Lëtzebuerg de Lëtzebuurger? Le Luxembourg face à l'immigration*, éd. Michel Pauly, 65-78. Luxembourg: ASTI, 1985.

———. *Immagini dell'immigrazione italiana in Lussemburgo – L'immigration italienne au Grand-Duché de Luxembourg en images*. Luxembourg: Saint-Paul, 1983.

———. *Les Italiens au Grand-Duché de Luxembourg. Un siècle d'histoires et de chroniques sur l'immigration italienne*. Préface de Gilbert Trausch. Luxembourg: Saint-Paul, 1987.

———. «Le rôle politique de l'immigration italienne au Grand-Duché de Luxembourg de 1922 au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale». In: *Le rôle politique de l'immigration italienne dans les pays de l'Europe du Nord-Ouest (1861-1945): Actes du colloque de Luxembourg*, 123-137. Bruxelles: GERISIC, 1984.

Gallo, Benito, et Michel Pauly. «Immigration et intégration». In: *De l'Etat à la Nation. 1839-1989: 150 Joer onofhängeg*. (Catalogue de l'exposition organisée à l'occasion du cent-cinquantième anniversaire de l'indépendance du Grand-

- Duché de Luxembourg: 19 avril-20 août 1989), éd. Jean-Claude Muller, 185-186. Luxembourg: Ministère d'Etat, 1989.
- Galloro, Piero. «Le comportement migratoire des *Cafoni* dans les bassins industriels luxembourgeois et lorrains (1880-1914)». *Passerelles. Revue d'Etudes Inter-culturelles*, 22 (2001): 47-65.
- . «L'exclusion comme élément du processus d'intégration: le cas des Italiens en Lorraine». Conférence tenue au 4^e Forum Européen de la Culture et de la Société: nationalité, citoyenneté, identité, intégration, Institut Pierre Werner, Luxembourg, 11 décembre 2007.
- Gloden, Marc. «Die Asylpolitik Luxemburgs von 1933 bis 1940: der Anspruch auf Kontrolle». Magisterarbeit, Universität Trier, 2001.
- Heckmann, Friedrich. «Integrationsweisen europäischer Gesellschaften: Erfolge, nationale Besonderheiten, Konvergenzen». In: *Migrationsreport 2004. Fakten – Analysen – Perspektiven*, éd. Klaus J. Bade, Michael Bommers et Rainer Münz, 203-224. Frankfurt et New York, 2004.
- Heckmann, Friedrich, et Dominique Schnapper, éd. *The Integration of Immigrants in European Societies. National Differences and Trends of Convergence*. Stuttgart: 2003.
- Hemmer, Carlo. *Luxemburger Wirtschaftspolitik 1937. Separatdruck aus der «Luxemburger Zeitung» 1937-1938*. Luxembourg, 1938.
- Herchen, Arthur. *Manuel d'histoire nationale*. 4^e éd. revue par Nicolas Margue et Joseph Meyers. Luxembourg: Gustave Soupert, 1937.
- Hoffmann, Serge. «Deutsche politische Flüchtlinge in Luxemburg während der 30er-Jahre». In: *Itinéraires croisés. Luxembourgeois à l'étranger, étrangers au Luxembourg*, éd. Antoinette Reuter et Denis Scuto, 202-205. Esch-sur-Alzette: Editions Le Phare, 1995.
- . «L'immigration allemande et l'industrialisation du Grand-Duché (1870-1940)». In: *Itinéraires croisés. Luxembourgeois à l'étranger, étrangers au Luxembourg*, éd. Antoinette Reuter et Denis Scuto, 175-179. Esch-sur-Alzette: Editions Le Phare, 1995.
- . «Les problèmes de l'immigration et la montée de la xénophobie et du racisme au Grand-Duché à la veille de la Seconde Guerre mondiale». *Galerie: revue culturelle et pédagogique* 4 (1986): 521-536.
- Hoerder, Dirk, Jan Lucassen et Leo Lucassen. «Terminologien und Konzepte in der Migrationsforschung». In: *Enzyklopädie Migration in Europa: vom 17. Jahrhundert bis zur Gegenwart*, éd. Klaus J. Bade, Pieter C. Emmer, Leo Lucassen et Jochen Oltmer, 28-53. Paderborn: Ferdinand Schöningh, 2007.
- Hohengarten, André. «Polonia oder die polnische Immigration in Luxemburg im 20. Jahrhundert». In: *Itinéraires croisés. Luxembourgeois à l'étranger, étrangers au Luxembourg*, éd. Antoinette Reuter et Denis Scuto, 194-198. Esch-sur-Alzette: Editions Le Phare, 1995.
- Igel, Véronique, et Antoinette Reuter, éd. «Zillebäcker»: des «bricoteux» belges au Grand-Duché, les «Tassin» à Dudelange. Dudelange: Centre de documentation des migrations humaines, 2001.

«L'immigration au Luxembourg». In: *Connaissance du monde contemporain: enseignement secondaire technique: classe de 11^e*. (Chapitre issu d'un dossier pédagogique de 1985 réalisé sous la direction de Michel Pauly), 14-27. Luxembourg. Ministère de l'Education nationale, 1989.

«Industrialisierung in Luxemburg». In: *Entdecken und Verstehen. Geschichtsbuch für den Technischen Sekundarunterricht in Luxemburg*. Vol. 3, *Von der Industrialisierung bis zur Gegenwart*. éd. Denis Scuto, 12-59. Berlin: Cornelsen Verlag, 1997.

Krier, Emile. «Les juifs au Grand-Duché de Luxembourg au XIX^e siècle». In: *Le choc des libertés: L'Eglise en Luxembourg de Pie VII à Léon XIII (1800-1880)*, 119-128. Bastogne: Musée en Piconrue, 2001.

Lang, Jack, et Hervé Le Bras. *Immigration positive*. Paris: Odile Jacob, 2006.

Laplanche, Charles, et Michel Vanderkam. *Di nos... Nous, des Capverdiens au Luxembourg*. Dudelange: Centre national de l'audiovisuel, 1991.

Légrand, Michel. «Formes de participation à la vie sociale, culturelle et politique». In *Le sondage «Baleine»: une étude sociologique sur les trajectoires migratoires, les langues et la vie associative au Luxembourg*, éd. CRP-CU, Cellule STADE, 82-118. Luxembourg: Sesopi, 1998.

Leiner, Stefan. *Migration und Urbanisierung. Binnenwanderungsbewegungen, räumlicher und sozialer Wandel in den Industriestädten des Saar-Lor-Lux-Raumes 1856-1910* (Veröffentlichungen der Kommission für saarländische Landesgeschichte und Volksforschung, Bd. 23). Saarbrücker Druckerei und Verlag, 1994.

Luxembourg: histoires croisées des migrations (Migrance 20). Paris: Mémoires-Génériques, 2002.

Luxembourg – Italie: hommage au père Benito Gallo. Dudelange: Centre de documentation sur les migrations humaines, Ville de Dudelange, 1999.

Le Luxembourg. Livre du centenaire. Luxembourg: Saint-Paul, 1948.

Meyers, Joseph. *Geschichte Luxemburgs*. Luxembourg: Der Freundeskreis, 1939.

Migrations: les enjeux! Conférences & colloque 2002: les contributions (Ensemble n° 71-72). Luxembourg: ASTI, 2003.

Montebello, Fabrice, dir. «Un siècle d'immigration au Luxembourg». Actes du colloque organisé par le CLAE. Numéro spécial. *Passerelles. Revue d'Etudes Interculturelles* 22 (2001).

Noiriel, Gérard. «Histoire de l'immigration en France. État des lieux, perspectives d'avenir». *hommes & migrations* 1255 (2005): 38-48.

———. *Immigration, antisémitisme et racisme en France (XIX^e-XX^e siècles). Discours publics, humiliations privées*. Paris: Fayard, 2007.

Office de statistique. «Recensement des étrangers du 20 octobre 1933». *Bulletin trimestriel de l'Office de statistique* 4 (1934): 8-9; 5 (1934): 1-17; 6 (1934): 8-10; 7 (1934): 35-37.

Pauly, Guy. «L'immigration au Luxembourg de 1870 jusqu'à la veille de la Première Guerre mondiale». Mémoire inédit, Luxembourg, 1975.

Pauly, Michel. «L'immigration dans la longue durée. Esquisse introductive». In: *Lëtzebuerg de Lëtzebuenger? Le Luxembourg face à l'immigration*, éd. Michel Pauly, 17-18. Luxembourg: ASTI, 1985.

———. «Les Luxembourgeois ont-ils jamais existé? Le Luxembourg, terre d'immigration dans la très longue durée». *forum* 204 (2000). 3-7.

Pauly, Michel, éd. *Lëtzebuerg de Lëtzebuenger? Le Luxembourg face à l'immigration*, Luxembourg: ASTI, 1985.

Quasten, Heinz. *Die Wirtschaftsformation der Schwerindustrie im Luxemburger Minett* (Arbeiten aus dem Geographischen Institut der Universität des Saarlandes 13). Saarbrücken: Universität des Saarlandes, 1970.

Reding, Viviane. «Propos sur l'identité nationale». *Luxemburger Wort* n^{os} 131, 138, 140, 141, 143, 146, 152 (1978).

Reitz, Jean. «L'immigration étrangère à Differdange au début du XX^e siècle (1898-1914)». Mémoire de maîtrise, Université de Nancy II, 1984.

Résultats du recensement de la population du 31 décembre 1935. Vol. 1 (Fascicule 69). Luxembourg: Publications de l'Office de Statistique, 1938.

Reuter, Antoinette. «Les Français du Luxembourg, passé et présent». In: *1893-1993: entraide et solidarité*, 22-30. Luxembourg: Société française de bienfaisance, 1993.

———. «Panne de mémoire? Pourquoi entamer des recherches sur les migrations?». In *Itinéraires croisés. Luxembourgeois à l'étranger, étrangers au Luxembourg*, éd. Antoinette Reuter et Denis Scuto, 20-23. Esch-sur-Alzette: Editions Le Phare, 1995.

———. «Quelques aspects des migrations en Luxembourg à l'époque de l'Ancien Régime (XVII^e-XVIII^e siècles)». In: *Retour de Babel: itinéraires, mémoires et citoyenneté*. Vol. 2: *Arriver*, 20-23. Luxembourg: Retour de Babel, 2007.

Reuter, Antoinette, et Jean-Philippe Ruiz, dir. *Retour de Babel: itinéraires, mémoires et citoyenneté*. (Catalogue de l'exposition tenue dans les halles de l'ancienne aciérie à Dudelange du 28 avril au 27 octobre 2007), 3 vols. Luxembourg: Retour de Babel, 2007.

Reuter, Antoinette, et Denis Scuto, eds., *Itinéraires croisés. Luxembourgeois à l'étranger, étrangers au Luxembourg*. Esch-sur-Alzette: Editions Le Phare, 1995.

Reyners, Alain. «Les Tsiganes au Grand-Duché de Luxembourg.» *Etudes tsiganes* 3 (1990): 52-55.

Ries, Nicolas. *Essai d'une psychologie du peuple luxembourgeois*. Diekirch: Schroell, 1911.

Sayad, Abdelmalek. *La double absence: Des illusions de l'émigré aux souffrances de l'immigré*. Paris: Seuil, 1999.

Schoentgen, Marc. «Die jüdische Gemeinde in Luxemburg 1945-1960: Rekonstruktion und Integration». In *La présence juive au Luxembourg: du moyen âge au XX^e siècle*, 75-104. Luxembourg: B'nai Brith, 2001.

———. «Die jüdische Gemeinde in Medernach: Einwanderung, Integration, Verfolgung». In *Fanfare Medernach: 1930-2005*, 299-366. Medernach: Fanfare, 2005.

———. «Luxemburger und Juden im Zweiten Weltkrieg: zwischen Solidarität und Schweigen.» In: ... *et wor alles net esou einfach: Questions sur le Luxembourg et la Deuxième Guerre mondiale: contributions historiques accompagnant l'exposition: Fragen an die Geschichte Luxemburgs im Zweiten Weltkrieg: ein Lesebuch zur Ausstellung*, 150-163. (Publications scientifiques du Musée d'histoire de la Ville de Luxembourg 10). Luxembourg: Musée d'histoire de la Ville, 2002.

Scuto, Denis. «Luigi Peruzzi ou l'histoire des antifascistes italiens sauvée de l'oubli». In Peruzzi, Luigi. *Mes Mémoires. Un antifasciste italien déporté au SS-Sonderlager Hinzert raconte*, 7-39. Esch-sur-Alzette: Editions Le Phare, 2002.

———. «Qu'est-ce qu'un Luxembourgeois? Histoire de la nationalité luxembourgeoise du Code Napoléon à nos jours». *Hémecht. Revue d'histoire luxembourgeoise* 58 (2006): 73-96.

Spizzo, Daniel, «Démocratie consociative, système des partis et identité nationale: Les discours parlementaires dans les années 50». In: *Le Luxembourg des années 50: une société de petite dimension entre tradition et modernité*, 185-194. Luxembourg: Musée d'Histoire de la Ville de Luxembourg, 1999.

———. *La nation luxembourgeoise: genèse et structure d'une identité*. Paris: L'Harmattan, 1995.

Thill, Jos. «Les agriculteurs néerlandais: un groupe spécifique d'immigrants au Luxembourg dans les années cinquante». *Migrance* 20 (2002): 70-92.

Thilman, Daniel. «La présence juive à Mondorf-les-Bains et Mondorff: des origines à 1953». Mémoire de maîtrise, Université de Nancy 2, 2005.

Trausch, Gilbert. «La cohabitation entre Luxembourgeois et étrangers. Quelques réflexions d'un historien». In: *Le Luxembourg de toutes les couleurs: à l'aube d'un nouveau millénaire*, 7-13. Luxembourg: ASTI, 2000.

———. «D'un concept de la nation à un autre». *forum* 271 (2007): 24-32.

———. *Histoire du Luxembourg*. Paris: Hatier, 1992

———. «L'immigration italienne au Luxembourg des origines (1890) à la grande crise de 1929». *Hémecht. Revue d'histoire luxembourgeoise* 4 (1981): 443-471.

———. *Le Luxembourg à l'époque contemporaine: du partage de 1839 à nos jours* (Manuel d'histoire luxembourgeoise, vol. 4). Luxembourg: Bourg-Bourger, 1975.

———. «Les Luxembourgeois face aux étrangers. Les débuts d'un long débat». In *Lëtzebuerg de Lëtzebuerg? Le Luxembourg face à l'immigration*, éd. Michel Pauly, 23-43. Luxembourg: ASTI, 1985.

Trausch, Gilbert, dir. *Histoire du Luxembourg: le destin européen d'un petit pays*. Toulouse: Privat, 2002.

Waringo, Karin. «Luxemburg, deine Zigeuner: Sinti und Roma». *d'Letzeburger Land*, 19 juillet 2002.

Weber, Paul. *Geschichte des Luxemburger Landes*. Luxembourg: V. Buck, 1939.

Weber, Robert. «Die Ausländer in Düdelingen um die Jahrhundertwende. Beitrag zur Geschichte der Einwanderung nach Düdelingen, 1898-1914.» Mémoire inédit, Luxembourg, 1982.

Wehenkel, Henri, *Der antifaschistische Widerstand in Luxemburg (1933-1944). Dokumente und Materialien*. Luxembourg: COPE, 1985.

———. «Le commissaire et les Italiens. Inventaire des rapports de police consacrés aux Italiens du Luxembourg (1900-1940)». In *Luxembourg-Italie. Hommage au Père Benito Gallo*, 153-168. Dudelange: Centre de documentation des migrations humaines, 1999.

———. «L'immigration politique au Grand-Duché de Luxembourg (1900-1945)». *Passerelles. Revue d'Etudes Interculturelles*, 22 (2001): 101-112.

———. *D'Spueniekämpfer. Volontaires de la guerre d'Espagne partis du Luxembourg*. Dudelange: Centre de documentation des migrations humaines, 1997.

Wey, Claude. «Discours et politiques d'immigration et d'intégration au Luxembourg». In: *20 ans de discours sur l'intégration*, sous la dir. de Vincent Ferry et al., 151-162. Paris: L'Harmattan, 2005.

Zahlen, Paul. «L'immigration au Luxembourg: Références bibliographiques et repères Internet». In: *L'immigration au Luxembourg, et après?* éd. Serge Allegrezza, Mario Hirsch et Norbert von Kunitzki, 181-216. Luxembourg: Institut d'Etudes européennes et internationales du Luxembourg, 2007.